

DENYS LOMBARD

L'Islam en Indonésie

Par sa population, environ 145 millions d'habitants, l'Indonésie arrive en cinquième position, après la Chine, l'Inde, l'Union soviétique et les États-Unis. Si l'on suit les statistiques officielles qui déclarent que 90 % de cette population sont de religion musulmane, c'est sans nul doute le pays le plus peuplé du monde de l'Islam — avant le Pakistan et le Bangladesh. Ce chiffre considérable d'environ 130 millions est contesté il est vrai par certains, notamment par les minorités chrétiennes (7 à 8 millions de protestants, 4 à 5 millions de catholiques) qui prétendent que le véritable pourcentage des musulmans n'excède guère 43 % ; cette position se fonde sur un examen global des élections : les partis politiques se réclamant ouvertement de l'Islam n'ont jamais en effet obtenu plus de la moitié des suffrages, et n'ont jamais pu faire adopter le principe d'un Etat islamique. A la différence de la Malaysia, qui définit le « Malais » comme un musulman, l'Indonésie est une République laïque, dont l'idéologie politique — le *Pancasila*, c'est-à-dire « les cinq principes » — se contente de poser « la croyance en un dieu unique ».

L'Islam indonésien — ou faut-il dire « les islams d'Indonésie » ? — a été longtemps l'objet d'études surtout hollandaises ; on se souvient ici du nom de Snouck-Hurgronje dont les recherches permirent d'orienter la politique du Gouvernement des Indes néerlandaises. Rappelons aussi le nom de deux islamologues français qui, poussés par un désir de comparatisme, s'intéressèrent à l'Indonésie, avant la deuxième guerre : Antoine Cabaton qui publia plusieurs articles dans la *Revue du Monde musulman*, et G. H. Bousquet qui publia

en 1939 une intéressante étude sur *La politique musulmane et coloniale des Pays-Bas*. Inquiets de ce qu'on appelait alors le « panislamisme », les Européens cherchaient à s'en défendre en contrôlant les routes, notamment celles du pèlerinage. Depuis 1945, les études concernant l'Islam indonésien et son poids politique se sont multipliées, non seulement en Europe, mais aux Etats-Unis et dans la région même (1). Tous ces efforts pourtant n'ont pas réussi à dissiper l'idée — méditerranéo-centriste ? — que les Indonésiens ne sont pas des musulmans « comme les autres » et que leurs pratiques religieuses ont quelque chose de marginal, voire d'hérétique. Tant il est vrai que l'Occidental, qui admet implicitement la diversité des christianismes, a du mal à saisir la diversité des islams.

L'Islam indonésien est certes bien différent de celui que l'on peut rencontrer au Moyen-Orient ou en Afrique. Il est tout d'abord, et c'est là un fait essentiel, de six siècles plus récent. Les marchands musulmans atteignaient certes l'archipel dès les premiers siècles de l'hégire (ils avaient une mosquée à Canton dès le ix^e siècle), et les premières sources arabes nous parlent des pays de l'Insulinde. Il faut pourtant attendre Marco Polo (1292) pour que nous ayons la preuve de comptoirs islamisés sur la côte septentrionale de Sumatra. Les témoignages épigraphiques n'apparaîtront vraiment qu'au xiv^e siècle et le premier « sultanat », Malaka, ne se formera qu'au début du xv^e siècle. C'est surtout à partir du xvi^e siècle — au moment même où les premiers Portugais font leur apparition — que l'Islam se développe dans les ports et pénètre de là dans certaines régions de l'intérieur, et ce n'est qu'au xvii^e siècle que les grands sultanats, Aceh, Banten, Makasar, connaissent leur apogée, en dépit des coups que leur portent les Hollandais, installés depuis 1619 à Batavia.

Cette histoire tardive permet d'expliquer deux traits fondamentaux de l'Islam insulindien. On comprend d'une part que les cultures antérieures aient pu se maintenir ici encore plus aisément qu'ailleurs, c'est un lieu commun de dire que partout l'Islam a su intégrer des éléments plus anciens, mais en Insulinde, et surtout à Java où les effets de l'indianisation ont été particulièrement marqués, le fait est évident. On retrouve ici le culte des saints, notamment sur la côte nord de Java, où les tombes des neuf wali sont l'objet d'actifs

(1) Voir la bibliographie publiée par l'Université nationale de Kuala Lumpur, *Islam in Malay Civilization : A Bibliography*, s.d. (1977), 87 p. Parmi les études les plus utiles, signalons : Deliar NOER, *The Modernist Muslim Movement in Indonesia 1900-1942*, Singapore, Oxford Univ. Press, 1973, 390 p., ainsi que B. J. BOLAND, *The Struggle of Islam in Modern Indonesia*, La Haye, Nijhoff, 1971, 283 p.

pèlerinages, ainsi qu'un goût prononcé pour la méditation et pour la réflexion intérieure (*kebatinan*), qui parfois confine au soufisme, mais relève souvent d'une tradition philosophique javanaise (*kejawén*) élaborée aux confins du bouddhisme et de l'hindouisme.

On comprend d'autre part que l'Islam, arrivé peu de temps avant le christianisme, et devenu religion des grands sultanats qui longtemps combattirent contre les troupes des compagnies de commerce européennes, puis contre les armées coloniales, se soit développé dans une tradition d'opposition et de résistance à l'Occident. Le divorce était peut-être d'autant plus fort que les idéologies apportées par l'Islam et le christianisme, ces deux religions « du livre », n'étaient pas sans présenter quelques analogies, dès lors qu'elles se trouvaient confrontées avec l'animisme ou l'hindouisme. A certains moments certes la confrontation perdit de son acuité, mais jamais elle ne cessa complètement ; face à l'Ouest, maître des techniques et du politique, l'Islam apparaît toujours à beaucoup comme le seul recours spirituel.

Le souvenir des grands sultans du XVII^e siècle est à présent quelque peu atténué, encore qu'ils figurent tous au nombre des « héros nationaux », mais tout jeune Indonésien apprend à connaître à l'école les champions de la résistance anti-hollandaise, qui pour beaucoup ont été en même temps des champions de l'Islam : le prince Diponegoro, héros de la guerre de Java (1825-1830), toujours vêtu de sa grande houppelande blanche, l'imam de Bonjol, héros de la guerre des Padri (1817-1837), déclenchée à Sumatra Ouest par des réformistes que le wahabisme avait inspirés, ou encore Teuku Umar, l'un des héros de la guerre d'Acéh (1874-1914).

Un point enfin ne doit pas être oublié : en dépit de la distance, l'Insulinde a toujours su garder contact avec le Moyen-Orient et avec l'Islam de langue arabe. Dès la fin du XIX^e siècle le pèlerinage joue un rôle considérable et de nombreux musulmans des Indes néerlandaises s'installent à La Mekke ; d'autres vont faire leurs études à al-Azhar, au Caire. En sens inverse, un grand nombre d'Arabes Hadrami viennent s'installer dans les grandes villes de l'archipel, la plupart comme marchands. Aux yeux de beaucoup d'Indonésiens, ils incarnent un modèle religieux et culturel et certains d'entre eux, devenus libraires, se chargent d'importer les traités imprimés en Egypte ou au Liban. Ces communautés ont joué un rôle non négligeable dans le réveil de l'Islam indonésien.

C'est dans cette perspective de temps long qu'il faut replacer les débuts du mouvement « réformiste », amorcé vers les années 10 de ce siècle et dirigé à la fois contre les traditionalistes, accusés de

faire le jeu de la puissance coloniale, et contre les « nationalistes », d'inspiration laïque, fortement marqués par l'Europe et décidés à la combattre en lui prenant ses propres armes. Dès le début, trois régions apparaissent comme des terrains favorables : a) Le pays Minangkabau, c'est-à-dire la région de Sumatra Ouest, qui un siècle plus tôt a déjà connu les tentatives réformistes des Padri ; b) Le pays Sunda, c'est-à-dire la région de Java Ouest, où l'Islam a depuis longtemps fortement pénétré ; c) La région de Java central, réputée comme fortement « indianisée » et donc comme d'un Islam moins rigoureux, mais où justement une certaine minorité convaincue, formée essentiellement de commerçants et de fabricants de *batik* décident de lancer une « réforme » que l'on a pu parfois rapprocher de notre mouvement protestant. En 1911, ceux de Solo fondent le *Sarekat Islam* ou « Association islamique », qui ne tarde pas à prendre de l'ampleur, mais porte bientôt le débat sur le plan politique. En 1912, ceux de Yogyakarta fondent l'association *Muhammadiyah* qui reste tournée vers l'aide sociale et surtout l'éducation.

Le *Sarekat Islam* éclate bientôt, affaibli par la sécession des communistes qui fondent le PKI dès 1920, puis par la formation du Parti nationaliste (PNI), en 1927, qui annonce avec Soekarno un programme essentiellement laïque. La *Muhammadiyah* au contraire essaime bientôt à travers tout l'archipel ; ses filiales se multiplient à Java comme à Sumatra. En 1918 est créé un mouvement de jeunesse et en 1922 une section féminine qui prend le nom d'*Aisyiyah* (par référence au nom de l'épouse du Prophète). Sur le plan doctrinal surtout, la *Muhammadiyah* envisage de purifier l'Islam de toutes ses scories animistes et envisage de reprendre le mouvement missionnaire (*muballigh*) pour s'opposer aux progrès des chrétiens. Cette « réforme » entraîna assez vite une certaine réaction de la part des traditionalistes, qui lancèrent en 1926, à Surabaya, le *Nahdatul Ulama* ou « Renaissance des ulamas », qui s'appuya surtout sur les communautés agraires de Java Est et sur les *pesantrén* ou écoles coraniques de la région de Jombang. De nos jours encore la *Muhammadiyah*, toujours florissante, et le NU (fondu il est vrai dans une nouvelle fédération, le PPP) symbolisent les deux pôles de l'Islam engagé.

Au lendemain de l'indépendance, qui consacrait le succès de Soekarno et de son parti laïque, le PNI, les extrémistes musulmans espèrent un temps pouvoir créer un « Etat musulman » ou *Dar ul-Islam*. Beaucoup prirent le maquis, à Java Ouest (sous les ordres de Kartosuwiryo), à Célèbes Sud (sous les ordres de Kahar Muzakar), ainsi qu'en pays Aceh. Pourtant le gros du pays et de l'armée resta fidèle à Soekarno et les tenants du Dar ul-Islam firent figures

de rebelles ; le pouvoir central finit par en avoir raison au prix d'expéditions parfois difficiles. Sur le plan politique, les partis musulmans tentèrent de défendre le principe d'une idéologie d'Etat qui fut islamique, alors que les autres partis, PNI, mais aussi partis chrétiens et Parti communiste, préféraient retenir celui du Pancasila, suffisamment imprécis et syncrétique pour satisfaire des tendances par ailleurs divergentes ; en mai 1959, à l'Assemblée constituante, 265 représentants votèrent pour le Pancasila et 201 seulement pour l'établissement de l'Islam comme religion d'Etat. Soekarno tenta de rallier un temps le NU à sa politique dite de *Nasakom*, fondée sur l'alliance illusoire du nationalisme de la religion et du communisme, mais le système, comme on sait, s'effondra en 1965.

En 1966-1967 toutes les tendances de l'Islam agissant s'entendirent avec l'armée pour éliminer les communistes (dont les essais de réforme agraire avaient fort inquiété) ainsi que les Chinois, concurrents de toujours. Après quoi, et c'est là, sur le plan politique, l'un des faits majeurs de l'« Ordre nouveau » du général Soeharto, certains éléments musulmans retirèrent leur appui au gouvernement. Certains hommes d'affaires regrettent l'invasion des capitaux et des produits étrangers qui concurrencent dangereusement leurs propres entreprises et les ulamas déplorent l'occidentalisation des mœurs, particulièrement sensible dans les grandes villes. L'« opposition », si tant est que le terme n'est pas trop fort, reste évidemment difficile et diffuse. Les dernières élections ont confirmé le succès du *Golkar* gouvernemental, aux dépens des candidats se présentant sous l'étiquette de l'Islam et le gouvernement n'a pas hésité d'autre part à accorder une certaine reconnaissance officielle aux mouvements de *kebatinan*, particulièrement nombreux à Java, mais depuis toujours cibles permanentes des réformistes musulmans.

Les récents événements d'Iran n'ont pas été sans allumer certains espoirs, bien que l'on se plaise à insister sur les différences existant entre les deux pays (l'Indonésie n'est pas chiite et ne connaît pas l'imamat...), et en août 1978, deux décrets ont été pris par le département des Affaires religieuses, que l'on peut interpréter comme un geste d'apaisement fait à l'égard des musulmans. Le premier stipule que nul n'a le droit de propager une religion auprès de ceux qui en possèdent déjà une, et le second que toute aide venant de l'étranger en personnel, en matériel ou en argent, devra être approuvée par le ministre des Cultes ; quoique leur libellé soit général, on s'accorde pour y voir une mesure visant avant tout à freiner les progrès des missions catholiques et protestantes.

Sans que l'on puisse dire vraiment qu'ils se préparent au conflit,

force est de noter que les musulmans consentent un gros effort sur le plan de la réflexion (critique de la notion de « sécularisation » par le Pr M. Rasjidi) et sur le plan éducationnel (ouverture des *pesantrén* et des Instituts musulmans à une pédagogie « moderne » en grande partie empruntée à l'Occident).